

www.coe.int/TCY

Strasbourg, 16 juin 2015



T-CY (2015)13

Comité de la Convention Cybercriminalité (T-CY)

13e Plénière

Strasbourg, 15-16 juin 2015

Rapport de réunion abrégé

1 Introduction

La 13^e Plénière du Comité T-CY s'est réunie à Strasbourg les 15 et 16 juin 2015 sous la présidence d'Erik Planken (Pays-Bas). Quelque 140 représentants d'États Parties et Observateurs y ont participé.

2 Décisions

Le T-CY a décidé :

Point 2 de l'ordre du jour : état des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et à son Protocole

- de prendre note avec satisfaction de la récente ratification de la Convention par la Pologne et de l'adhésion du Sri Lanka ;
- de prendre note des mesures en cours en vue de la ratification ou de l'adhésion à la Convention ou à son Protocole par Andorre, l'Argentine, le Canada, le Chili, le Costa Rica, le Mexique, Monaco, le Maroc, les Philippines, le Sénégal et le Tonga ;
- d'inviter les membres du T-CY à soutenir le processus d'adhésion, notamment en consultation avec leurs Représentations respectives à Strasbourg, dans le droit fil de l'Objectif 1 du plan de travail du T-CY ;
- d'accueillir avec satisfaction l'intérêt pour la Convention de Budapest manifesté par les Observateurs ad hoc du Belarus, de la Jordanie et de la Tunisie ;
- de prendre note de l'appel de la Fédération de Russie aux Signataires et États invités à adhérer à la Convention de Budapest de se garder d'un excès d'enthousiasme et à reconsidérer s'il est opportun de devenir Parties à ce traité ;
- de garder à l'esprit que le fait d'être membre d'une organisation internationale exige d'être disposé à coopérer de bonne foi ;
- de souligner la valeur et la pertinence de la Convention de Budapest telles qu'exprimées par les participants du T-CY venus de tous les continents ;
- d'encourager les États signataires ou invités à y adhérer à devenir Parties aussitôt que possible.

Point 3 de l'ordre du jour : informations communiquées par les Parties et Observateurs – Tour de table

- de prendre note avec intérêt des informations relatives aux politiques, développements législatifs, formations ou affaires emblématiques en matière de cybercriminalité communiquées par l'Albanie, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, le Costa-Rica, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, la République dominicaine, l'Estonie, la France, la Géorgie, l'Allemagne, la Finlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, Malte, Maurice, le Mexique, la République de Moldova, le Monténégro, le Maroc, les Pays-Bas, la Norvège, Panama, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la Roumanie, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Espagne, le Sri Lanka, l'Afrique du Sud, la Suisse, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », le Tonga, la Turquie, l'Ukraine et les États-Unis.

Point 4 de l'ordre du jour : résultats de manifestations internationales pertinentes

- d'accueillir avec satisfaction les informations communiquées par le représentant de l'UNODC concernant le 13e Congrès des Nations-Unies sur la prévention du crime et la justice pénale (Doha, Qatar, 12 au 19 avril 2015) et l'adoption de la Déclaration de Doha, et de prendre note que, si les points de vue divergent concernant la nécessité de nouveaux instruments internationaux sur la cybercriminalité, le Congrès s'efforce d'apporter une assistance technique et de consolider les capacités sur le long terme pour renforcer l'aptitude des autorités nationales à faire face à la cybercriminalité ;

Point 5 de l'ordre du jour : dialogue avec les organisations internationales (observatrices auprès du T-CY)

- d'accueillir le Commonwealth en tant que nouvel observateur auprès du T-CY et de se réjouir de son intérêt à entamer une coopération avec le Conseil de l'Europe pour les questions liées à la cybercriminalité ;
- d'accueillir avec satisfaction les informations partagées par la Commission européenne, EUROJUST, l'Organisation des États américains et le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC)

Point 5bis de l'ordre du jour : définitions des expressions « système informatique » et « système d'information »

- que les Parties considèrent que les définitions de « système informatique » (article 1.a de la Convention de Budapest) et de « système d'information » (article 2.a de la Directive 2013/40/UE relative aux attaques contre les systèmes d'information) couvrent les mêmes aspects

Point 6 de l'ordre du jour : suites données au Rapport d'évaluation du T-CY sur les dispositions relatives à la conservation rapide

- d'adopter le rapport d'évaluation supplémentaire (T-CY(2015)6) et le rapport de suivi (T-CY(2015)7) sur la conservation rapide ;
- de prendre note des développements en matière de régimes de conservation des données dans les États Parties, et notamment des approches de l'Australie et du Portugal concernant la supervision de ces régimes ;

Point 7 de l'ordre du jour : dispositions à évaluer dans les évaluations du 3^e cycle du T-CY

- d'adopter le projet de questionnaire (document T-CY(2015)3) ;
- d'encourager les États observateurs à prendre part à l'évaluation ;
- d'inviter les États Parties et Observateurs à répondre au questionnaire en temps voulu ;

Point 8 de l'ordre du jour : Notes d'orientation du T-CY

- de réaffirmer l'importance des Notes d'orientation adoptées à ce jour ;
- de demander aux Parties d'envisager la préparation d'une Note d'orientation sur l'article 18.1.b (point à mettre à l'ordre du jour de la T-CY 14);

Point 9 de l'ordre du jour : programme de travail 2016/17 du T-CY

- de demander aux Parties de faire part au Secrétariat de leurs observations sur le projet de programme de travail 2016/17 (point à mettre à l'ordre du jour de la T-CY 14);

Point 10 de l'ordre du jour : ressources financières du T-CY pour 2015/16

- d'inviter les Parties et Observateurs à apporter des contributions supplémentaires, non attribuées, au projet Cybercrime@Octopus, y compris en vue de soutenir le T-CY ;
- de remercier le Gouvernement de la Roumanie d'avoir mis un expert national à disposition du Secrétariat du T-CY ;

Point 11 de l'ordre du jour : activités des projets de renforcement des capacités et du Bureau des Programmes Cybercriminalité (Conseil de l'Europe – C-PROC)

- de prendre note avec satisfaction l'augmentation du champs d'application des activités de renforcement de capacités mises en œuvre par le biais du Bureau des Programmes Cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie ;
- de remercier les donateurs (Estonie, Japon, Monaco, Roumanie, Royaume-Uni et États-Unis ainsi que Microsoft) pour leurs contributions volontaires en faveur du renforcement de capacités ainsi que l'Union européenne pour le financement apporté au titre de programmes conjoints du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne ;
- d'inviter le Conseil de l'Europe :
 - à mettre à disposition notamment aux États Parties, Signataires et invités à adhérer à la Convention de Budapest toute la gamme des activités de renforcement de capacité, y compris les formations, sur le terrain ;
 - à aider tout État intéressé par la Convention de Budapest à renforcer sa législation nationale en matière de cybercriminalité et de preuve électronique ;
 - à contribuer aux activités pertinentes d'organisations partenaires ;

Point 12 de l'ordre du jour : Groupe Preuves dans le Cloud

- de prendre note du document de travail préparé par le Groupe Preuves dans le nuage, du prochain atelier Octopus et de l'audition prévue avec le secteur et des parties prenantes le 30 novembre 2015 ;

Point 13 de l'ordre du jour : questions diverses

- sans objet ;

Point 14 de l'ordre du jour : prochaine réunion du T-CY

- de tenir la T-CY 14 les 1^{er} et 2 décembre 2015. La Plénière devrait être précédée d'une audition du Groupe Preuves dans le nuage avec l'industrie et d'autres parties prenantes, le 30 novembre 2015.

3 Annexe

3.1 Ordre du jour annoté

(Les points de l'ordre du jour accompagnés d'un astérisque (*) sont présentés pour décision par les membres représentant les Parties contractantes à la Convention de Budapest)

1.	Ouverture de la 13e Plénière et adoption de l'ordre du jour
2.	<p>Situation des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et son Protocole</p> <p>Les participants sont invités à examiner la situation au regard de la signature, ratification ou adhésion concernant des pays spécifiques.</p>
3.	<p>Informations communiquées par les Parties et Observateurs – Tour de table</p> <p>Les participants sont invités à communiquer des informations relatives aux politiques, développements législatifs, affaires emblématiques, manifestations importantes, formations dispensées à d'autres pays, y compris par des organisations internationales etc.</p> <p>Les Signataires et États invités à adhérer à la Convention sont invités à rendre compte des progrès accomplis sur la voie de la ratification/adhésion à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité et à son Protocole sur la xénophobie et le racisme.</p>
4.	<p>Résultats de manifestations internationales pertinentes</p> <p>Les participants sont invités à partager des informations sur des manifestations internationales récentes pertinentes pour les travaux du T-CY.</p>
5.	<p>Dialogue avec les organisations internationales (observatrices auprès du T-CY)</p> <p>Les représentants d'organisations internationales ayant le statut d'observateur auprès du T-CY sont invités à présenter des activités intéressantes et à entamer le dialogue avec les membres du T-CY. Au nombre des observateurs figurent la Commission de l'Union africaine, l'Union européenne (Commission, ENISA, EUROJUST, EUROPOL), INTERPOL, l'UIT, l'OEA, l'OCDE, l'OSCE, l'UNODC et le G7.</p>
5bis :	<p>Définitions des expressions « système informatique » et « système d'information »</p> <p>(Point ajouté lors de l'ouverture de la Plénière).</p>
6.	<p>Suites données au Rapport d'évaluation du T-CY sur les dispositions relatives à la conservation rapide*</p> <p>La 13e Plénière est invitée à examiner en vue de leur adoption deux projets de rapports :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de rapport d'évaluation supplémentaire sur la mise en œuvre des dispositions de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité relatives à la conservation (Document T-CY(2015)6). Le T-CY est invité à examiner le projet d'évaluation préparé par le Bureau du T-CY pour les Parties qui n'avaient pas participé en 2012 à l'évaluation des dispositions relatives à la conservation. - Projet de rapport préparé par le Bureau du T-CY (Document T-CY(2015)07) sur les suites

<p>données par les Parties à l'évaluation adoptée en décembre 2012 des dispositions relatives à la conservation</p>
<p>7. Dispositions à évaluer dans le 3^e cycle des évaluations du T-CY (2015)*</p> <p>La Plénière 11 du T-CY avait décidé de consacrer le 3^e cycle d'évaluation à l'article 13 (sanctions et mesures). La 13^e Plénière est invitée à examiner en vue de son adoption le projet de questionnaire préparé par le Bureau (document T-CY(2015)03).</p>
<p>8. Notes d'orientation du T-CY*</p> <p>Les membres du T-CY sont invités à présenter des propositions pour des Notes d'orientation supplémentaires.</p>
<p>9. Programme de travail 2016/17 du T-CY</p> <p>Les Parties sont invitées à discuter des progrès accomplis dans le cadre de l'actuel programme de travail pour 2014/15 et à entamer des discussions initiales sur celui de 2016/2017.</p>
<p>10. Ressources financières du T-CY pour 2015/16</p> <p>Le Secrétariat informera les participants sur la situation des ressources financières dont peut disposer le T-CY pour 2015 et 2016.</p> <p>A la suite de la décision relative au financement du T-CY prise à la 9^e Plénière, les Parties sont invitées à envisager l'opportunité de soutenir financièrement ce dernier par une contribution volontaire au profit du projet CYBERCRIME@OCTOPUS.</p>
<p>11. Activités relatives aux projets de renforcement de capacité et menées par le Bureau des Programmes Cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC)</p> <p>Le Secrétariat fera le point sur les projets de renforcement de capacités et le Bureau des Programmes Cybercriminalité (C-PROC) de Bucarest.</p>
<p>12. Groupes Preuves dans le Cloud (CEG)</p> <p>Ce groupe du T-CY fera le point sur ses travaux en cours et invitera les participants à faire part de leurs observations sur le projet de document de travail concernant les défis en matière d'accès de la justice pénale aux données dans le Cloud (Document T-CY(2015)10).</p>
<p>13. Questions diverses</p>
<p>14. Prochaine réunion du T-CY*</p> <p>Les membres du T-CY sont invités à prendre une décision concernant la date proposée pour la réunion du T-CY (1^{er} et 2 décembre 2015). La Plénière serait précédée d'une audition du Groupe Preuves dans le Cloud avec le secteur et d'autres parties prenantes, le 30 novembre 2015 dans l'après-midi.</p> <p>Cette proposition est conditionnée à la disponibilité d'un financement.</p>

3.2 List of participants

1. Bureau members

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
NETHERLANDS (T-CY Chair)	Mr Erik PLANKEN (T-CY Representative) Member of the Cloud Evidence Group (CEG)	Senior Policy Advisor Cybercrime Law Enforcement Department Ministry of Justice
ROMANIA (T-CY Vice-chair)	Ms Cristina SCHULMAN (T-CY Representative) CEG Member	Legal adviser Department for International Law and Judicial Cooperation Ministry of Justice
DOMINICAN REPUBLIC	Mr Claudio PEGUERO (T-CY Representative) CEG Member	Advisor to the chief of Police in ICT National Police
ESTONIA	Mr Markko KÜNNAPU (T-CY Representative) CEG Member	Adviser on EU Affairs Ministry of Justice
GEORGIA	Mr Giorgi TIELIDZE (T-CY Representative) CEG Member	Senior Adviser Office of State Security and Crisis Management Council
NORWAY	Mr Eirik TRØNNES HANSEN (T-CY Representative) CEG Member	Prosecutor Kripos
PORTUGAL	Mr Pedro VERDELHO (T-CY Representative) CEG Member	Public Prosecutor General Prosecutor's Office of Lisbon
SERBIA	Mr Branko STAMENKOVIC (T-CY Representative) CEG Member	Head of the Special Department for High-Tech Crime of HPPO Belgrade Office of the Public Prosecutor
USA	Ms Betty SHAVE (T-CY Representative) CEG Member	Assistant Deputy Chief for International Computer Crime Computer Crime and Intellectual Property Section US Department of Justice

2. Parties to the Convention

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
ALBANIA	Ms Diana STILLO SILA (T-CY Representative)	Head of International Judicial Cooperation Unit Ministry of Justice
ARMENIA	Mr Armen ABRAHAMYAN (T-CY Representative)	24/7 NCP Officer Senior Detective of Division On Combating High Tech Crimes

ARMENIA	Mr Robert ADILKHANYAN	Special Investigation Service
ARMENIA	Ms Armenuhi HARUTYUNYAN	Head of Section for Extradition and Judicial Cooperation Ministry of Justice
ARMENIA	Mr Samvel HOVSEPYAN	Head of Division On Combating High Tech Crimes General Department On Combating Organized Crime, Police
ARMENIA	Mr Gevorg SARGSYAN	General Prosecutor's Office
AUSTRALIA	Mr Simon LEE	Director Crime Prevention and Federal Offenders Criminal Justice Division Commonwealth Attorney-General's Department
AUSTRALIA	Ms Sarah SLOAN	Cybercrime Unit Crime Prevention and Federal Offenders Criminal Justice Division Commonwealth Attorney-General's Department
AUSTRIA	Mr Kai MAYER (T-CY Representative) APOLOGISED	Federal Ministry of the Interior Criminal Intelligence Service
AZERBAIJAN	Mr Hajiaga HAJIYEV – APOLOGISED	Ministry of National Security
AZERBAIJAN	Mr Farid GURBANLI	Legal Adviser Ministry of National Security
AZERBAIJAN	Mr Emin HUSEYNOV	Head of Group on Release of Prisoners in the International Cooperation Department Ministry of Justice
AZERBAIJAN	Ms Fariza MIRZAYEVA	Prosecutor of extradition and legal assistance division of the International Relations department Prosecutor General`s Office
BELGIUM	Mr Jan KERKHOFS	Federal Magistrate
BELGIUM	Mr Philippe VAN LINTHOUT	Judge – Investigating judge Court of First Instance of Mechelen
BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mr Tomislav CURIĆ (T-CY Representative)	Expert Adviser Department for Combating Organized Crime and Corruption Ministry of Security
BULGARIA	Mr Vasil PETKOV	Cybercrime Department 24-7 National Contact Point for High- tech Crimes Ministry of Interior
CROATIA	Mr Ivan MIJATOVIC	High-tech Crime Department, National Police Office for Suppression of Corruption and Organized Crime
CYPRUS	Mr A. ANASTASIADES APOLOGISED	Police Inspector Office for Combating Cybercrime and Forensic Lab Cyprus Police Headquarters

CZECH REPUBLIC	Mr Tomáš NOVOTNÝ	Legal expert International Cooperation Department Ministry of Justice
DENMARK	Mr Rasmus NEXØ JENSEN	Head of Section Criminal Law Division
FINLAND	Mr Mikko MONTO (T-CY Representative)	Counsellor of Legislation Ministry of Justice
FRANCE	Mr Sylvain BRUN	Commissaire de police Adjoint au chef de OCLCTIC
GEORGIA	Mr Givi BAGDAVADZE	Head International Cooperation Division Office of the Chief Prosecutor
GEORGIA	Ms Nata GODZERDZISHVILI	Head of Legal Division Data Exchange Agency Ministry of Justice
GEORGIA	Ms Mariam GOGORELIANI	Chief Prosecutor's Office of Georgia Department of Procedural Guidance of Investigation in General Inspection Department of the Central Criminal Police and Department of the Patrol Police of the Ministry of Internal Affairs
GERMANY	Ms Inga WAHLEN (T-CY Representative)	Deputy Head of Division Economic Crime, Computer Crime, Corruption-related Crime and Environmental Crime Federal Ministry of Justice and Consumer Protection
HUNGARY	Ms Rita LISZKAI (T-CY Representative)	Legal Expert Department of Codification and Coordination Ministry of Interior
ICELAND	Mr Sigurður Emil PÁLSSON (T-CY Representative)	Senior Advisor Civil Protection, Cyber Security, Critical Infrastructures, Technical and Strategic Issues Department of Public Security Ministry of the Interior
ITALY	Mr Francesco CAJANI (T-CY Delegate) CEG member	Deputy Public Prosecutor High Tech Crime Unit Court of Law in Milan
ITALY	Mr Gianluigi UMETELLI	Chief Inspector Italian National Police
JAPAN	Mr Hidemasa FUKUKURA (T-CY Representative)	Official International Safety and Security Cooperation Division Ministry of Foreign Affairs
JAPAN	Mr Ryoza KITAJIMA	Attorney Criminal Affairs Bureau Ministry of Justice
JAPAN	Mr Fumitake MASUKAWA	Special Assistant for Cyber Security Commissioner General's Secretariat National Police Agency

JAPAN	Mr Takaaki SHINTAKU	Consul Consulate General of Japan at Strasbourg
LATVIA	Mr Andrejs MATISS	International Cooperation Bureau
LITHUANIA	Ms Lilija OMELJANČUK	Chief Investigator of the 1st Division of Cybercrime Investigation Board of the Lithuanian Criminal Police Bureau
LUXEMBOURG	Mme Catherine TRIERWEILER (T-CY Representative) APOLOGISED	Attachée d'administration au Ministère de la Justice à Luxembourg
LUXEMBOURG	Ms Elise THOMAS	Trainee Permanent representation
MALTA	Mr Timothy ZAMMIT	Inspector Cyber Crime Unit Malta Police Force Police General Headquarters
MAURITIUS	Mr Harshanand Kumar BALGOBIN	Inspector of Police Mauritius Police Force IT Unit
MAURITIUS	Ms Karuna Devi GUNESH BALAGHEE	Assistant Solicitor General Attorney General's Office
MAURITIUS	Ms Bhooneswari KISSOON- LUCKPUTTYA	Assistant Permanent Secretary Ministry of Technology, Communication and Innovation
MAURITIUS	Ms Mary Jane LAU YUK POON CEG member	Assistant Solicitor General Attorney General's Office
MAURITIUS	Dr Kaleem Ahmed USMANI	Officer-In-Charge Computer Emergency Response Team of Mauritius (CERT-MU) National Computer Board
MOLDOVA	Mr Alexandru FITI	Chief of Information Security Section Centre for Combating Cybercrime, General Inspectorate of Police Ministry of Internal Affairs
MOLDOVA	Ms Iulia GHEORGHIÏȘ	Head of the Governmental Agent Department Ministry of Justice
MOLDOVA	Ms Irina GRATI	Prosecutor in the International legal assistance and European integration Department General Prosecutor's Office
MOLDOVA	Ms Olga IONAS	Prosecutor Deputy Head of International Judicial Assistance and European Integration Unit General Prosecutor's Office
MOLDOVA	Mr Veaceslav SOLTAN (T-CY Representative)	Prosecutor Chief of Department on Information Technology and Cybercrime Investigation General Prosecutor Office
MONTENEGRO	Mr Ognjen MITROVIC	Adviser Ministry of Justice of Montenegro Directorate for International Legal Cooperation and EU Integration

PANAMA	Ms María FERNANDA CAMPAGNA	Attorney at Law National Governmental Innovation Authority
POLAND	Mr Michał ZALEWSKI	Cybercrime Division of Criminal Service Bureau in National Police Headquarters
ROMANIA	Ms Ioana ALBANI CEG member	Chief Prosecutor Directorate for Investigating Organized Crime and Terrorism Offences Service for Preventing and Combating Cyber Criminality Prosecutor's Office attached to the High Court of Cassation and Justice
SLOVAKIA	Mr Branislav KADLECIK (T-CY Representative)	General State Counsellor International Public Law Division International Relations Department Ministry of Justice
SLOVENIA	Mr Tomaž JAKŠE	Senior Criminal Police Inspector – Specialist Computer Investigation Centre
SPAIN	Mr Ramón GONZÁLEZ GALLEGO	Capitán Grupo de Delitos Telemáticos - Unidad Central Operativa - Guardia Civil
SPAIN	Mr Beatriz RAMOS	Inspector Investigative Team Comisaria General de Policia Judicial
SPAIN	Ms Maria Elvira TEJADA DE LA FUENTE (T-CY Representative)	Head Cybercrime Prosecutor's Office General Prosecutor's Office
SRI LANKA	Mrs. Kamalini DE SILVA	Secretary Justice
SRI LANKA	Mr Priyasath DEP	Judge Supreme Court
SRI LANKA	Mr Jayantha FERNANDO (T-CY Representative)	Director/Legal Advisor Information and Communication Technology Agency (ICTA)
SRI LANKA	Mr Ajith Damayantha HETTIARACHCHIGE	Superintendent of Police Sri
SRI LANKA	Mr Kanishka YAPA	Senior Information Security Engineer
SWITZERLAND	Mr Andrea CANDRIAN (T-CY Representative) CEG member	Stv. Chef, International Criminal Law Unit Federal Office of Justice
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"	Mr Vladimir MILOSHESKI (T-CY Representative)	Public Prosecutor Basic Public Prosecutor's Office in Skopje
TURKEY	Mr Yasin KÖSE	Deputy Director of International Operations Department of Cyber Crime Turkish National Police

UNITED KINGDOM	Ms Anna PAYNE (T-CY Representative) APOLOGISED	Policy Adviser Capabilities & Partnerships Organised Crime International OSCT Home Office
UKRAINE	Mr Artem NIKITIN	General Prosecutor Office
UKRAINE	Mr Ievgen CHUMACHENKO	Ministry of Internal Affairs

3. Observer States

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
ANDORRA	Mrs Patricia QUILLACQ	Legal adviser Multilateral Treaties Ministry of Foreign Affairs
ARGENTINA	Mr Norberto FRONTINI (T-CY Representative)	Adviser Subsecretaría de Política Criminal
ARGENTINA	Ms Mariana GALAN	Legal Advisor National Office of Information Technologies
ARGENTINA	Mr Pedro JANICES	National Director National Office of Information Technologies
ARGENTINA	Mr Emiliano OGANDO	Advisor National Office of Information Technologies
CANADA	Mr Normand WONG	Counsel Department of Justice
CHILE	Mr Pablo CASTRO (T-CY Representative)	Subdirector para Seguridad Internacional Ministerio de Relaciones Exteriores Dirección de Seguridad Internacional y Humana
CHILE	Ms Liza ZUÑIGA	Head of Department of Organised Crime Ministry of Interior and Public Security
COLOMBIA	Ms Sandra LOPEZ	Prosecutor Attorney General of the Nation
COSTA RICA	Mr Francisco SALAS RUIZ (T-CY Representative)	Informatic Law Prosecutor and Director of the Law in Effect System Procuraduría General de la República (General Prosecutor Office)
GREECE		
IRELAND		
ISRAEL	Ms Naomi ELIMELECH SHAMRA	Adv. Deputy Director Ministry of foreign Affairs
ISRAEL	Mr Haim WISMOMSKY	Director Law & Technology Israeli State Attorney's Office
LIECHTENSTEIN		

MEXICO	Ms Verónica JUÁREZ CASIMIRO	Director of Treaties, Office of the Legal Advisor
MEXICO	Mr Humberto LÓPEZ-PORTILLO SÁNCHEZ	Deputy Attaché for Legal Affairs, Legal Office of the Attorney General of Mexico (PGR) in Europe
MEXICO	Mr LABORDE OÑATE	Permanent Observer Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe
MEXICO	Mr Alejandro MARTINEZ PERALTA	Deputy Permanent Observer Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe
MONACO	Mr Gabriel REVEL	Adjoint au Représentant Permanent Représentation Permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe
MOROCCO	Ms Asmaa ALAOUI ABDALLAOUI	Conseillère Juridique Secrétariat Général du Gouvernement
MOROCCO	Ms Layla EZZOUINE	Chef du Service de Lutte contre la Criminalité liée aux nouvelles Technologies Direction Générale de la Sureté Nationale
MOROCCO	Mr Abdelilah FOUNTIR	General director of Legislation and juridical Studies Secretariat General of the Government
MOROCCO	Mr Marouane HEJJOUI	Chef du Service de Lutte contre la Cybercriminalité Police
MOROCCO	Mr Abdeljalil TAKI	Commissaire divisionnaire Ministère de l'intérieur Direction générale de la surveillance du territoire
PARAGUAY	Ms María Teresa AGUIRRE ALLOU	Fiscal Gral. Adjunta Unidad de Delitos Informaticos y Derechos Humanos
PERU	Ms Ana Teresa LECAROS TERRY	Counsellor Mission of Peru
PHILIPPINES	Mr Welerme, Jr. HAPLASCA	Information Technology Officer - II National Bureau of Investigation
PHILIPPINES	Mr Levy Binas LOZADA	Chief Digital Forensic Laboratory Philippine National Police, Anti-Cybercrime Group (PNP-ACG)
PHILIPPINES	Ms Maria Leonor ROBREDO	Congresswoman, Representative of Third District, Camarines Sur House of Representatives
PHILIPPINES	Mr Rafael Antonio SANTOS	Associate Justice Court of Appeals
PHILIPPINES	Mr Geronimo SY (T-CY Representative)	Assistant Minister Ministry of Justice
RUSSIAN FEDERATION	Mr Anton MARKOVSKY	Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation Council of Europe
SAN MARINO		

SENEGAL	Mr Issa DIACK	Commandant de la Gendarmerie Nationale, Chef de la section Recherches Gendarmerie Nationale
SENEGAL	Mr Mamadou Cissé FALL	Magistrat, conseiller technique n°1 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
SENEGAL	Mr Papa GUEYE	Chef de la Brigade Spéciale de lutte contre la Cybercriminalité Police Nationale du Sénégal
SENEGAL	Mr Mamadou DIAKHATE	Directeur Centre de Formation Judiciaire
SOUTH AFRICA	Mr Pieter DU RAND	Chief Director Court Services Department of Justice and Constitutional Development
SOUTH AFRICA	Mr Paul LOUW	Advocate Specialised Commercial Crime Unit
SOUTH AFRICA	Ms Hellen MAKHUELA (T-CY Representative)	Stakeholder Relationship Manager
SWEDEN	Mr Mikael KULLBERG APOLOGISED	Rättssakkunnig Åklagarenheten
TONGA	Mr Viliami 'Unga Afuha'amango FA'AOA	Deputy Police Commissioner Tonga Police
TONGA	Ms Pelenatita 'Ele FE'AO	Deputy Commissioner Operations Support Tonga Police
TONGA	Mr Aminiasi KEFU (T-CY Representative)	Acting Attorney General and Director of Public Prosecutions Attorney General Office
TONGA	Ms Vienna MACOMBER	Assistant Crown Counsel Attorney General's Office

4. Ad-hoc country observers

COUNTRY	NAME	INSTITUTION
BELARUS	Mr Zmicier BRYLOU	Senior Prosecutor International Legal Department Prosecutor General's Office of the Republic of Belarus
BELARUS	Mr Aliaksei CHYSHEVICH	Head of High Tech Crime Department Ministry of Internal Affairs
BELARUS	Mr Andrei RADKEVICH	Deputy Head of Department for Security in the Sphere of Information Technology State Security Committee,
BELARUS	Mr Aleksandr SUSHKO	Head of department on investigation of crimes against information security and intellectual property Investigative Committee
JORDAN	Mr Ala AL-LOUZI	Diplomat Attaché
TUNISIA	Mr Bechir AKREMI	Juge d'instruction Ministère de la Justice

5. Observer Organisations

ORGANISATION	NAME	POSITION
AFRICAN UNION COMMISSION (AUC)		
EUROPEAN UNION The Council of the EU		
EUROPEAN UNION European Commission		
EUROPEAN UNION European Commission	Mr Michele SOCCO	Directorate General for Migration and Home Affairs Unit D2 - Organised crime
EUROPEAN UNION EUROPOL (EC3)		
EUROPEAN UNION European Union Agency for Network and Information Security (ENISA)		
EUROPEAN UNION EUROJUST	Mr Peter GOUWY	Senior Analyst
EUROPEAN UNION EUROJUST	Ms Mieke DE VLAMINCK	Analyst
INTERPOL		
International Telecommunication Union (ITU)		
OECD		
OSCE		
ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS)	Mr Belisario CONTRERAS	Manager Cyber Security Program
UNODC	Ms Loide A. N. LUNGAMENI	Chief of the Organized Crime and Illicit Trafficking Branch (OCB) Division for Treaty Affairs

6. Ad-hoc Observer organisation

ORGANISATION	NAME	POSITION
COMMONWEALTH SECRETARIAT	Mr Alex BANGAR	Project co-ordinator Commonwealth Cybercrime Initiative
COMMONWEALTH SECRETARIAT	Ms Katalaina SAPOLU	Director Rule of Law Division
COMMONWEALTH SECRETARIAT	Mr David TAIT	Cybercrime Policy Analyst Rule of Law Division

7. Council of Europe Committees

COMMITTEES	NAME
CDMSI (Steering Committee on Media and Information Society)	
CDPC (European Committee on Crime Problems)	Mr Slawomir BUCZMA National expert
PC-OC	Ms Gabriela BLAHOVA Director of the International Department for Criminal Matters Ministry of Justice of the Czech

8. Council of Europe Secretariat

Name	Details
Mr Patrick PENNINCKX	Head of Media, Information Society, Data Protection and Cybercrime Department Information Society and Action against Crime Directorate, Directorate General Human Rights and Rule of Law
Mr Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee Head of Cybercrime Division Head of Cybercrime Programme Office (C-PROC) Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 90 21 45 06 Fax +33 (0)3 90 21 56 50 alexander.seger@coe.int
Ms Marie AGHA-WEVELSIEP	Project Officer Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law Tel +33 3 88 41 21 75 marie.agha-wevelsiep@coe.int
Ms Victoria CATLIFF	Project Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel : +4021-201 78 40 Victoria.catliff@coe.int
Mr Steven BROWN	Project Manager Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel : +4021-201 78 44 Steven.brown@coe.int

Mr Alexandru FRUNZA	Programme Officer Data Protection and Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General of Human Rights and Rule of Law Tel +33 3 88 41 58 79 Alexandru.FRUNZA@coe.int
Ms Zlatka MITREVA	Senior Project Officer Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +40 21 201 78 80 Zlatka.mitreva@coe.int
Ms Nadia BOLLENDER	Project Assistant Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 90 21 50 34 nadia.bollender@coe.int
Ms Lucia CALUGAREANU	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel : +4021 201 78 87 lucia.calugareanu@coe.int
Ms Liliana TROFIM	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel : +4021 201 78 25 liliana.trofim@coe.int
Ms Ana ELEFTERESCU	Project Assistant Cybercrime Programme Office (C-PROC) Bucharest Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel : +4021 201 78 36 ana.elefterescu@coe.int
Ms Emma BISHOP	Trainee Cybercrime Division Information Society and Action against Crime Directorate Directorate General Human Rights and Rule of Law Tel +33 (0)3 90 21 56 32 emma.bishop@coe.int

9. Interpreters

Julia TANNER
Chloé CHENETIER
Pascale MICHLIN